

n'aurait pas plutôt écrit: Caouette épargne aux contribuables des dépenses de 450 millions de dollars. Les conservateurs ont beau rire, par bonheur, c'est nous qui détenons la balance du pouvoir, et non pas eux.

**M. Valade:** C'est du chantage!

**M. Gauthier:** Ce n'est pas du chantage, c'est la vérité. Le chantage, c'est ce que l'on voit dans les journaux. Je ne veux pas attaquer tous les journalistes, car il est consolant de savoir qu'il y en a encore quelques-uns qui sont honnêtes. Je les prierais d'exhorter leurs confrères à cesser ces abominations.

On a beau dire ce qu'on voudra, monsieur l'Orateur, c'est encore au gouvernement qu'il incombe de décider s'il doit ou non y avoir des élections. L'opposition a beau s'époumoner, les faits sont là. Le gouvernement, après avoir admis catégoriquement la défaite du bill C-193 et nous avoir affirmé qu'il ne représenterait plus ce bill, a déclaré qu'il ne considérerait pas ce vote comme un vote de défiance. C'est son affaire, monsieur l'Orateur. A mon avis, c'est la même chose que si le ministre s'était levé avant le vote et avait dit: Je préviens la Chambre que, même si ce vote est négatif, je ne le considérerai pas comme un vote de confiance.

Monsieur l'Orateur, il y a évidemment la question de la tradition britannique, et c'est justement cette tradition britannique que nous voulions secouer. Maintenant, le précédent est créé. Nous avons réussi. Bravo! Une porte est ouverte, nous permettant de franchir la deuxième étape, c'est-à-dire d'inclure dans le Règlement de la Chambre que tout député pourra, à l'avenir, voter librement, selon sa conscience, puisque son vote ne sera plus considéré comme un vote susceptible de renverser son propre gouvernement. Voilà enfin disparu le carcan des partis politiques, carcan imposé depuis tant d'années aux députés des vieux partis par les magnats de la haute finance, qui remplissent les caisses électorales et obligent ainsi les bleus comme les rouges à adopter des lois qui les favorisent, pendant que les petits travailleurs sont sans cesse condamnés à payer la note.

Ici, je ne veux blâmer aucun député des deux vieux partis, car je les comprends assez pour les plaindre amèrement. Aussi, qu'ils soient assurés que nous mettrons tout en œuvre pour promouvoir les mesures législatives qui permettront à tous les députés de sortir de cette dictature de parti où ils ne peuvent être pleinement eux-mêmes. Encore une fois, nous prévenons la Chambre que le groupe qui agira le plus vite en ce sens-là recevra l'appui du peuple canadien, qui sera le premier à en bénéficier.

[M. Gauthier.]

Je conçois qu'il est difficile pour plusieurs députés de couper le cordon ombilical qui les retient encore aux mythes de leurs pères, puisque l'enfantement sans douleur n'existe pas encore. Donc, qu'ils fassent preuve d'un peu de résignation, de plus de courage, de beaucoup de sérieux, d'un esprit social sans limite et, surtout, qu'ils n'arrêtent pas de travailler afin de parvenir au but.

Monsieur l'Orateur, je veux tout simplement dire un mot au sujet de la rumeur voulant que des élections générales soient déclenchées demain. Je réponds: «Non, monsieur l'Orateur,» bien conscient de toutes les responsabilités que cela comporte, parce que le gouvernement se doit d'agir et ce pour deux raisons majeures. La Chambre peut être assurée que s'il nous incombe de voir à ce que le gouvernement agisse, nous travaillerons jour et nuit, car le temps presse et il y a deux raisons principales à cela.

● (3.40 p.m.)

Premièrement, parce que nous terminerons les travaux de la présente session dans à peine un mois, selon ce qu'on nous a annoncé. Nous n'aurons donc pas trop de temps, et nous devons employer toutes les heures qui nous restent à terminer notre travail de bureaux.

Deuxièmement, parce que je me dois d'abord aux intérêts de la circonscription de Roberval, dont près de 6 p. 100 de la population ouvrière sont en chômage. Pour remédier à cette épidémie, nos conseillers municipaux ont mis tout en œuvre, ont tout sacrifié pour exécuter des projets de travaux d'hiver. Mais voilà qu'après plus de deux ou trois semaines de travail surhumain, 12 des municipalités de ma circonscription sont encore à l'étape de l'adoption finale de leurs projets. Inutile de dire que tout cela requiert l'attention et la présence indispensables du ministre concerné. Peut-on s'imaginer l'étendue de la catastrophe, si le ministre fermait les portes de son bureau, demain, pour faire une campagne électorale? C'est dire que ce n'est pas le temps, moins que jamais, de délaisser le champ de bataille, de renier notre devoir le plus sacré, pour aller jouer aux élections.

Il y a aussi, dans ma circonscription, d'autres problèmes urgents auxquels il nous faut trouver une solution ces jours-ci, et je suis bien déterminé à poursuivre ma besogne envers et contre tous ces farceurs inconscients.

Le travail de la Chambre terminé, dans un mois ou plus, le champ sera libre pour les amateurs d'élections, si nous devons encore imposer cette dépense au peuple, et si le peuple le veut. Je ne suis ici que le serviteur de